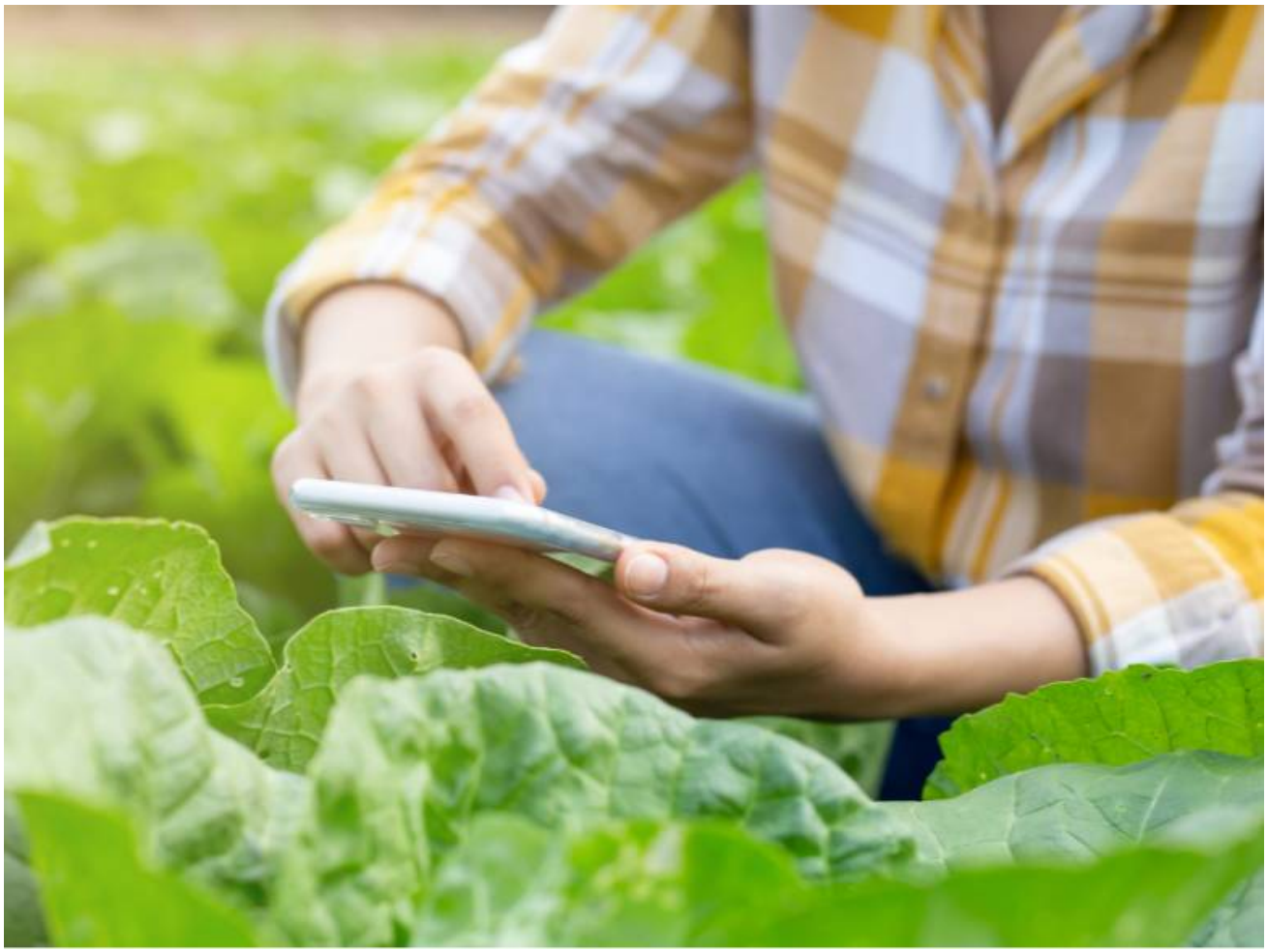
vinetur

Nomisma met en garde contre une Italie à deux vitesses sous l’effet de l’IA

Selon le cabinet d’études, de nombreuses PME risquent un désavantage concurrentiel durable en raison d’une adoption plus lente de l’IA.

mardi 6 octobre 2026



En Italie, le débat économique s’articule de plus en plus autour d’une même question : l’innovation et les habitudes de consommation évoluent-elles plus vite que de nombreuses entreprises et familles ne peuvent s’adapter ? Dans sa lettre d’information de septembre, le cabinet d’études bolonais Nomisma décrit un pays qui avance à des rythmes différents, avec de grandes entreprises plus solides, le développement des paiements numériques, des consommateurs prudents et des inégalités persistantes en matière de mobilité et d’accès aux services.

Nomisma place l’intelligence artificielle au cœur de cette analyse. Selon le cabinet, le principal risque pour l’Italie est l’émergence d’une économie à deux vitesses : les grandes entreprises adoptent rapidement l’IA, tandis que de nombreuses petites et moyennes entreprises restent à la traîne. D’après la lettre d’information, cet écart pourrait cesser d’être un simple retard et devenir un désavantage concurrentiel durable pour une partie du système productif du pays. Pour répondre à ce problème, Nomisma et Confindustria ont annoncé AI.DEA, le Forum di Varignana, prévu les 16 et 17 octobre. L’événement entend réunir dirigeants d’entreprise, cadres, universitaires, innovateurs et institutions afin de définir une stratégie commune pour l’IA dans l’industrie italienne, en mettant l’accent sur les connaissances, les données et les études de cas.

La même préoccupation se retrouve dans l’agriculture et l’agroalimentaire, où, selon Nomisma, l’IA quitte le stade des projets pilotes pour s’intégrer aux processus opérationnels et décisionnels. Le cabinet estime que le principal obstacle ne tient pas à la technologie elle-même, mais à la culture d’entreprise et à l’organisation interne. Cette analyse laisse entendre que l’adoption dépend moins de l’accès aux outils que de la capacité des entreprises à modifier leurs méthodes de travail. Dans un pays où la production alimentaire constitue l’une des composantes les plus visibles de la base industrielle, cette distinction compte : les petits producteurs disposent souvent de structures de gestion moins solides et de moins de moyens pour la formation.

La lettre d’information de Nomisma souligne également une évolution générale des comportements des consommateurs, marquée par le développement des paiements numériques. Selon le cabinet, la part des transactions effectuées sous forme numérique, d’après les décideurs interrogés dans le cadre de son dernier observatoire des cartes de crédit et des paiements numériques, a atteint 56 % du total en 2026. Ce

chiffre confirme la progression continue des paiements sans espèces en Italie, un pays considéré pendant des années comme plus attaché à l'argent liquide que plusieurs de ses voisins européens. Cette mise à jour montre que les outils numériques ne sont plus une option marginale pour les achats et les services, mais occupent une place croissante dans les transactions courantes.

Cette évolution des modes de paiement intervient alors que les finances des ménages restent sous pression. Nomisma indique que le pouvoir d'achat a de nouveau reculé, même si les dépenses de consommation n'ont pas encore connu de baisse significative. Cette apparente contradiction traduit un équilibre fragile : les familles absorbent la baisse de leurs revenus réels sans réduire fortement leur consommation, du moins pour l'instant. Cela peut s'expliquer par le recours à l'épargne, le report de certaines dépenses au profit d'autres, ou une utilisation accrue du crédit et du paiement échelonné. La lettre d'information ne détaille pas ces différentes réactions, mais présente la question comme l'un des enjeux majeurs du moment pour l'économie italienne.

Les marges sont également sous pression dans l'industrie pharmaceutique. Selon Nomisma, le secteur pharmaceutique italien continue de faire mieux que de nombreux autres secteurs manufacturiers, mais la rentabilité des médicaments dits « accessibles » reste comprimée. D'après la lettre d'information, le bénéfice net rapporté au chiffre d'affaires dans ce segment se maintient entre 2,6 % et 3,1 % depuis 2020, contre 9 % à 11 % pour les médicaments princeps. Ces chiffres, tirés du rapport Nomisma-Egualia 2026, révèlent un écart de rentabilité marqué au sein du secteur, alors même que l'industrie pharmaceutique italienne continue, dans son ensemble, de faire preuve de solidité.

Dans l'agroalimentaire et l'agriculture, Nomisma décrit une reprise encore fragile, portée principalement par la demande étrangère. Alors que la consommation intérieure reste prudente, les exportations demeurent le principal moteur de croissance des produits agroalimentaires italiens, indique la lettre d'information. Le cabinet cite notamment les fromages AOP, les charcuteries, les pâtes, les produits de boulangerie ainsi que les fruits et légumes transformés, qui témoignent de la vigueur persistante du Made in Italy à l'étranger. Cette dynamique reflète une tendance bien connue de

l’économie italienne : lorsque les consommateurs du pays deviennent plus prudents dans leurs dépenses, les producteurs tournés vers l’exportation trouvent souvent une demande plus résiliente à l’étranger.

Nomisma met également en lumière, dans sa lettre d’information, les évolutions de la profession vétérinaire à travers une étude réalisée pour Purina. Le cabinet explique que la complexité croissante de l’exercice vétérinaire crée de nouveaux défis, en particulier pour les jeunes professionnels, tout en ouvrant des perspectives liées à l’innovation technologique et à l’IA. Bien que le résumé de la lettre d’information ne fournisse pas de chiffres détaillés issus de cette étude, ce constat s’inscrit dans le thème général de la publication : les outils numériques gagnent des secteurs autrefois considérés comme relativement peu exposés à l’automatisation et à la prise de décision fondée sur les données.

Sur la question de la mobilité, les résultats de Nomisma suggèrent que l’accès aux transports au quotidien reste inégal et que le handicap accentue ces disparités. Dans le cadre d’une étude réalisée pour Unipolis au titre du projet City Flows 2026, 34 % des familles italiennes déclarent avoir des difficultés à rejoindre les transports en commun. Les écarts territoriaux sont importants. En 2025, cette proportion allait de 53 % en Campanie à 18 % dans le Trentin, selon la lettre d’information. Les disparités sont encore plus marquées pour les personnes en situation de handicap : 80 % déclarent ne jamais utiliser les transports en commun. Ces chiffres révèlent un problème structurel qui dépasse la simple commodité et concerne l’accès à l’emploi, aux soins, à l’éducation et à la vie sociale.

La lettre d’information s’intéresse aussi à l’économie locale de Trévise, où Nomisma a étudié les entreprises familiales pour Gruppo il NEM. Selon le cabinet, dans un territoire caractérisé par une économie et un marché du travail solides, les entreprises familiales ne constituent pas une catégorie marginale, mais la forme normale de l’activité économique. Parmi les entreprises dont le chiffre d’affaires dépasse 20 millions d’euros, les sociétés familiales génèrent plus des deux tiers des revenus locaux, d’après l’étude. Ce constat explique pourquoi les débats sur la succession, la professionnalisation de la gestion et les stratégies d’investissement restent centraux dans l’un des principaux bassins industriels du nord de l’Italie.

La mise à jour de septembre de Nomisma ne se limitait pas aux résultats de ses études. Elle annonçait également plusieurs événements en octobre, notamment une discussion sur le quartier Navile en tant que nouveau pôle résidentiel à Bologne le 14 octobre, une analyse du positionnement de la Fédération italienne des vignerons indépendants le 21 octobre et une rencontre sur les politiques de mobilité des entreprises le 27 octobre. Dans son ensemble, la lettre d'information brosse le portrait d'une économie italienne en transition, où l'adoption des technologies, la résilience des consommateurs, la dépendance aux exportations et les inégalités d'accès aux services façonnent simultanément les priorités des entreprises et des décideurs publics.